

**JUGEMENT
N°105/19/CJ/SI/TCC
DU 27 DECEMBRE 2019**

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

CHAMBRE DE JUGEMENT DE LA SECTION I

**RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2018/0502**

Société CERTA Sarl
(Me Gervais HOUEDETE)

C/

BGFI BANK BENIN SA
(Maître Filibert BEHANZIN)

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **Chimène ADJALLA et François AKOUTA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Jacques HOUEGBE**

DEBATS : Le 21 juin 2019

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en premier
ressort, prononcé le 27 décembre 2019.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

**OBJET : *Restitution
de Commission
bancaire***

Société CERTA Sarl, ayant son siège social sis à Cotonou, Akpakpa,
quartier Habitat, lot 25 D, agissant aux poursuites et diligences de son
Gérant, Monsieur Franck N. HOUNMENO, demeurant et domicilié ès-
qualités au siège de ladite société, assistée de Maître Gervais
HOUEDETE, Avocat à la Cour ;

D'UNE PART

DEFENDERESSE :

BGFIBANK BENIN SA, ayant son siège social sis à Cotonou, quartier
Xwlacodji-Podji, lot 4153, Parcelle " A ", 01 BP 4270, Cotonou, prise
en la personne de son Directeur Général en exercice, demeurant et
domicilié ès-qualités au siège de ladite société, assistée de Maître
Filibert BEHANZIN, Avocat à la Cour ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Dans le cadre de l'exécution d'un marché de travaux publics, la société CERTA SARL a sollicité et obtenu de la société BGFIBANK S.A une caution d'avance de démarrage d'un montant de 147.893.607 FCFA correspondant à 20% dudit marché ;

L'acte consacrant cette caution, daté du 16 février 2011, mentionne que « *la caution prend effet à compter de la date effective de l'encaissement du montant de l'avance de démarrage (...) ouvert au nom de la société CERTA SARL (...) et sera valable 180 jours à compter de cette date. Elle diminuera au fur et à mesure des remboursements de cette avance selon les acomptes et situations périodiques certifiées* » ;

Par lettre en date du 14 janvier 2015, la société CERTA, contestant le montant des commissions perçues par la banque au titre de la caution fournie, lui a réclamé la restitution de la somme de quatre millions cent soixante-onze mille deux cent quarante (4.171.240) FCFA jugée abusivement prélevée ;

En réponse, la société BGFIBANK S.A a adressé à la société CERTA une correspondance en date du 10 mars 2015, lui indiquant que « *les prélèvements des 30 septembre 2011 et 02 octobre 2011 ont déjà été extournés (...) conformément aux conclusions de (la) séance de travail du jeudi 29 janvier 2015 avec l'équipe de recouvrement* » ;

Considérant que la banque reste lui devoir la somme d'un million six cent quatre-vingt-dix mille trois cent vingt-quatre (1.690.324) FCFA au titre des prélèvements indus, la société CERTA l'a

attraite devant le tribunal de commerce de Cotonou, par exploit en date du 05 septembre 2018 ;

Elle demande au tribunal de condamner la société BGFIBANK S.A à lui restituer la somme susdite, sous astreinte de cent mille (100.000) FCFA par jour de résistance ainsi que cinquante millions (50.000.000) de francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

La société CERTA prie également le tribunal d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

Elle explique que l'avance de démarrage lui ayant été payée le 04 mars 2011, la caution y relative n'a pu prendre effet qu'à cette date pour arriver à expiration le 05 septembre 2011 ;

Que la banque a prélevé à tort, des commissions à compter du 16 février 2011, date de signature de l'acte de caution, et jusqu'au-delà de sa date d'expiration ;

Que ce faisant, elle a manqué à ses obligations, engageant ainsi sa responsabilité, pour lui avoir causé des préjudices caractérisés par l'impossibilité de disposer des sommes lui appartenant ;

En réplique, la société BGFIBANK fait valoir que les prélèvements effectués obéissent au principe de l'indivisibilité des trimestres et ont pris effet à compter de la délivrance de l'acte de caution le 16 février 2011, en ce que la banque s'est engagée dès sa signature ;

Que les sommes prélevées l'ont été à bon droit ;

Qu'elle n'a pas commis de faute et ne saurait subir une condamnation aux dommages-intérêts ;

SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CAUTION D'AVANCE DE DÉMARRAGE ET LES DEMANDES Y RELATIVES

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi ;

Que quiconque s'oblige, doit être contraint à honorer ses engagements, en cas de défaillance ;

Attendu qu'il est établi en l'espèce que la caution d'avance de démarrage accordée par la société BGFIBANK S.A à la société CERTA « *prend effet à compter de la date effective de l'encaissement du montant de l'avance de démarrage (...) ouvert au nom de la société CERTA SARL (...) et sera valable 180 jours à compter de cette date. Elle diminuera au fur et à mesure des remboursements de cette avance selon les acomptes et situations périodiques certifiées* » ;

Que selon la convention des parties, c'est le paiement effectif de l'avance de démarrage par le maître d'ouvrage à l'entrepreneur qui crée des obligations à la charge de la banque à l'égard ;

Attendu qu'en l'espèce, l'avance de démarrage a été versée à la société CERTA le 04 mars 2011 ;

Que c'est donc au nom d'une juste application des stipulations contractuelles que la société CERTA a contesté les arguments de la banque portant sur l'indivisibilité de trimestre et le prélèvement de commissions dès l'établissement de la caution de garantie ;

Qu'il convient de condamner la société BGFIBANK à reverser à la société CERTA la somme d'un million six cent quatre-vingt-dix mille trois cent vingt-quatre (1.690.324) FCFA réclamée au titre des trop perçus de commission bancaire, sans qu'il y ait lieu d'assortir ce paiement d'une astreinte, s'agissant d'une obligation de paiement et non d'une exécution matérielle ou en nature ; il appartient simplement à la société CERTA de réclamer des intérêts sur le paiement, à compter de la mise en demeure de payer ;

Attendu, par ailleurs, que contrairement aux moyens de la demanderesse, le fait pour la banque d'avoir considéré qu'elle devrait être rémunérée dès la signature de la caution d'avance de démarrage n'est pas constitutive en soi d'une faute engageant sa responsabilité contractuelle ;

Qu'il y a lieu de rejeter cette demande ;

SUR L'EXECUTION PROVISOIRE SUR MINUTE

Attendu que l'exécution provisoire sur minute n'est accordée qu'au cas où il existe une nécessité absolue de mettre à exécution une décision de justice ;

Que de telles circonstances ne sont pas caractérisées en l'espèce ;

Qu'il y a lieu de rejeter cette demande ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Reçoit, en la forme, la société CERTA SARL en son action ;

Au fond, constate que la caution d'avance de démarrage en date du 16 février 2011 accordée par la société BGFIBANK S.A à la société CERTA SARL est entrée en vigueur à compter de la date effective de l'encaissement du montant de l'avance de démarrage ;

Déclare la société CERTA SARL bien fondée en sa demande de restitution de trop perçu de commission bancaire ;

Condamne la société BGFIBANK S.A à payer à la société CERTA SARL la somme d'un million six cent quatre-vingt-dix mille trois cent vingt-quatre (1.690.324) FCFA de ce chef ;

Déboute la société CERTA SARL du surplus de ses demandes ;

Condamne la société BGFIBANK S.A aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT